REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 18 au 24 avril 2023

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Coopération régionale.....2
- Rencontre Velayoudom-Azali : la visibilité des Etats insulaires au sein de l'UA au cœur des échanges
- La COI réclame un statut d'observateur
- Le SG de la COI en visite à Moheli

1.2 Projet TWENEX.....5
- Vers l'émergence d'une filière déchet-énergie
- COI : Favoriser l'émergence d'une filière déchets-énergies dans le Sud-Ouest de l'océan Indien

1.3 Economie bleue.....8
- Economie bleue : la stratégie nationale en phase de validation

1.4 Agriculture.....10
- SECTEUR AGRICOLE – À l'heure de la redynamisation

2. Centres d'Intérêts

2.1 Coopération régionale.....11
- Coopération décentralisée- La France et Madagascar se donnent la main

2.2 Développement durable.....12
- Projet « Paysages durables » : Une nette amélioration de la résilience des paysans face au changement climatique

2.3 Pêche illégale.....13
- Pêche illégale de concombres de mer : les forces de défense seychelloises interceptent un bateau malgache

2.4 Pêche.....14
- Surpêche : le thon jaune diminue drastiquement dans nos eaux

2.5 Economie.....15
- Mangrove honey to be harvested at Seychelles' Port Launay wetlands
- Une bonne dynamique économique en 2022 avant un net ralentissement cette année
- Secteur d'exportation : le faible niveau d'investissement interpelle

2.6 Connéctivité numérique.....18
- Les Seychelles obtiennent un troisième câble sous-marin pour des prix Internet plus compétitifs

Rencontre Vêlayoudom-Azali : La visibilité des États insulaires au sein de l'UA au cœur des échanges

Cinq points ont été abordés par Vêlayoudom Marimoutou, secrétaire général de la COI et le président Azali Assoumani à Beit Salam. Il s'agit notamment de la projection des États insulaires Africains sur la scène internationale, promouvoir l'économie bleue et la sécurité maritime, l'agenda climatique et les besoins spécifiques des îles, capitaliser sur les succès de la coopération régionale pour renforcer les réseaux continentaux et la demande de statut d'observateur de la COI auprès de l'Union Africaine. Devant la presse hier au Golden Tulip, le secrétaire général de la COI dit être satisfait de cette rencontre.



Il s'agit de la première visite du secrétaire général de la COI aux Comores. Une occasion pour lui de s'entretenir avec le chef de l'Etat, président en exercice de l'union Africaine.

Au menu de cette rencontre, 5 points ont été abordés. Il s'agit entre autres, de la projection des États insulaires Africains sur la scène internationale, de promouvoir l'économie bleue et la sécurité maritime. Également, l'agenda climatique et les besoins spécifiques des îles, capitaliser sur les succès de la coopération régionale pour renforcer les réseaux continentaux et la demande de statut d'observateur de la COI auprès de l'Union Africaine. « Nous avons rencontré les autorités politiques et institutionnelles pendant notre séjour et nous avons fait une visite sur l'île de Mohéli », a mentionné le secrétaire général de la COI. Selon lui, la visite avec les institutionnels et les politiques s'est bien passée.

Les Comores à la tête de l'UA. Pour le secrétaire général de la COI, c'est la première fois qu'un État insulaire occupe cette fonction depuis la création de l'UA en 2004. La COI souhaite protéger les États insulaires Africains sur la scène internationale pour un traitement différencier pour les Etats insulaires en développement et mettre en avant des sujets pour lesquels les îles ont un intérêt particulier.

« Pour les cinq pays membres de la COI, trois d'entre eux notamment Maurice, Seychelles et la Réunion ont le PIB/habitat les plus élevés », dans le continent. Interrogé sur la position de la COI au sujet de l'opération Wuambushu, le secrétaire de la commission de l'océan indien se dit très attentif à ce sujet et laisse les États concernés à traiter cette question de façon bilatérale.

Kamal Said Abdou

Al-watwan

UNION AFRICAINE

La Coi réclame un statut d'observateur

Le secrétaire général de la Commission de l'Océan indien (Coi) demande le soutien du président en exercice de l'Union africaine pour l'obtention d'un statut de «membre observateur auprès de l'organisation continentale».

En visite à Moroni depuis le vendredi 14 avril, le secrétaire général de la Commission de l'Océan indien (Coi) Vêlayoudom Marimoutou a convié la presse hier à l'hôtel Golden Tulip pour montrer les résultats de sa première visite aux Comores. Il affirme avoir rencontré la cellule nationale de coordination et d'accompagnement de la présidence comorienne de l'Union africaine et des membres du gouvernement. Devant la presse, le successeur de Hamada Madi Bolero à la tête de la Coi précisera que «c'est la première fois qu'un chef d'Etat d'un pays insulaire d'Afrique prend la présidence de l'Union africaine» et de poursuivre que la présidence comorienne de l'Ua est une «opportunité pour l'Union des Comores et pour l'ensemble des Etats insulaires d'Afrique». Il a montré qu'il est temps de «projeter les Etats insulaires d'Afrique sur le devant de la scène continentale».



Pages 3

«Projeter les Etats insulaires d'Afrique sur le devant de la scène continentale, promouvoir l'économie bleue et la sécurité maritime. L'agenda climatique et les besoins spécifiques des iles, Capitaliser sur les succès de la coopération régionale pour créer, renforcer les réseaux continentaux, Et la demande du statut d'observation de la Coi auprès de l'Union africaine". Tels sont les points abordés par le secrétaire général de la Coi Vêlayoudom Marimoutou devant la presse.

VÊLAYOUDOUM MARIMOUTOU AUX COMORES

Le secrétaire général de la Coi plaide pour un statut d'observateur auprès de l'Ua

Par **Chamsoudine Saïd Mhadji**



En visite à Moroni depuis le vendredi 14 avril, le secrétaire général de la Commission de l'Océan indien (Coi) Vêlayoudom Marimoutou a convié la presse hier à l'hôtel Golden Tulip pour montrer les résultats de sa première visite aux Comores. Il affirme avoir rencontré la cellule nationale de coordination et d'accompagnement de la présidence comorienne de l'Union africaine et des membres du gouvernement. Devant la presse, le successeur de Hamada Madi Bolero à la tête de la Coi précisera que *«c'est la première fois qu'un chef d'Etat d'un pays insulaire d'Afrique prend la présidence de l'Union africaine»* et de poursuivre que la présidence comorienne de l'Ua est une *«opportunité pour l'Union des Comores et pour l'ensemble des Etats insulaires d'Afrique»*. Il a montré qu'il est temps de *«projeter les Etats insulaires d'Afrique sur le devant de la scène continentale»*.

Le statut d'observateur de la Coi auprès de l'Ua au menu

Le patron de la Coi a mis l'accent sur le statut d'observateur de la Coi auprès de l'Ua. Sur ce sujet, Vêlayoudom Marimoutou a fait savoir que *«la demande de statut d'observateur de la Coi auprès de l'Union africaine»* a dominé les échanges. De son avis, les questions liées à la formalisation du statut d'observateur de la Coi auprès de l'Ua qui était l'un des sujets pris en compte par les présidences seychelloise et comorienne de la Coi en 2019-2021, ont été soumises au 36ème Conseil de la Coi du 23 février 2022 à Paris pour donner suite aux échanges entre la présidence française du Conseil de la Coi et la Commission de l'Ua.

Le secrétaire général a plaidé pour que les Comores facilitent les démarches. *«La présidence comorienne de l'Ua pourrait s'avérer déterminante pour l'obtention de ce statut auprès de l'instance continentale sur les succès de la coopération régionale pour créer, renforcer les réseaux»*. Le secrétaire général de la Coi a indiqué que *«la présidence comorienne de l'Ua est également une occasion de promouvoir les succès de la coopération régionale, notamment les actions pour lesquelles les Comores ont apporté un fort soutien»*. La question de *«l'agenda climatique et les besoins spécifiques des iles»*.

L'économie bleue et la sécurité maritime

Le conférencier a fait la promotion de l'économie bleue. Il a annoncé que sur *«les cinq pays africains ayant les plus vastes zones économiques exclusives, trois sont insulaires et membre de la Coi. Maurice, les Seychelles et Madagascar respectivement au 2ème, 3ème et 4ème rangs des pays d'Afrique avec les plus vastes Zee. Les Comores au 18e rang»*. Il pense que *«la présidence comorienne de l'Union africaine peut ainsi valoriser les acquis sous régionaux pour amplifier le dynamique continental en faveur de l'économie bleue tout en promouvant le renforcement des mécanismes régionaux de sécurité en mer»*■

La Gazette des Comores

COOPÉRATION RÉGIONALE

Le secrétaire général de la COI en visite à Mohéli

Le secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI) Prof. Vêlayoudom Marimoutou accompagné du chargé de mission transition écologique et énergétique, tourisme et migration Anfani Msoili a séjourné à Mohéli du lundi 17 au mardi 18 avril 2023. Au cours de cette mission éclaire le Prof. Marimoutou, après la visite de courtoisie au gouverneur de l'île, a rencontré plusieurs structures étatiques et acteurs sociaux avec qui plusieurs points ont été abordés. Parmi lesquels, la résilience côtière, le renforcement du système éducatif mais aussi le genre et les jeunes dans le monde professionnel.



C'est dans un accueil très chaleureux que Vêlayoudom Marimoutou secrétaire général de la COI et Anfani Msoili son chargé de mission transition écologique et énergétique ainsi que l'adjoint de l'Officier permanant de liaison (OPL) Abdoulanziz Mziani du Mirex ont été accueillis à l'aéroport de Bandar es Salam. Après la visite de courtoisie auprès du gouverneur de Mohéli Mohamed Said Fazul à Bonovo (siège du gouvernorat), le SG de la COI a rencontré plusieurs structures étatiques et acteurs sociaux.

L'objectif de la mission c'est de s'enquérir de la résilience côtière, mais aussi le renforcement des formations professionnelles chez les jeunes dans le respect du genre et le système éducatif. « Il y a beaucoup à faire à Mohéli sur le domaine environnemental en particulier dans la lutte contre le changement climatique. L'accompagnement de la COI pour lutter contre la pollution causée par l'éparpillement des déchets nous sera très utile car cette question est très complexe à Mohéli » estime le gouverneur Mohamed Saïd Fazul après la rencontre. Après avoir remercié les moheliens de l'accueil chaleureux qui leur a été réservé, le professeur Marimoutou a suggéré aux autorités insulaires de penser au tourisme inclusif au lieu de pratiquer le tourisme de masse. « Nous allons essayer de mettre en place un système de campus de métiers dans l'océan Indien où il y'aura des métiers de la mer, de la santé, du tourisme et hôtellerie » promet le SG de la COI.

La délégation a rencontré à la chambre de commerce, les opérateurs économiques et les femmes entrepreneurs avant de se rendre à l'inspection générale de l'éducation puis à la FADESIM (Fédération des acteurs pour le développement économique et social de l'île de Mohéli). Ils se sont ensuite rendus à Djoiezi pour s'entretenir avec le mouvement des jeunes cadres de cette localité sur la question de la protection du littoral. Ces jeunes cadres ont saisi l'opportunité pour exposer leurs difficultés écologiques. À Nioumachoi, le Parc National de Mohéli a ténu une réunion d'échange avec le diplomate. C'était une occasion pour le PNM d'exposer les menaces ainsi que les enjeux du parc sur les prochaines années. Ces enjeux sont entre autres la stabilité financière et technique du parc, la croissance démographique locale, la gestion des déchets ainsi que la réserve de biosphère.

La tournée a été clôturée mardi par la visite aux tortues marines à Itsamia suivi d'un entretien avec les responsables de l'ADSEI avant de prendre l'avion le même jour pour regagner Moroni. Le prof. Vêlayoudom Marimoutou a promis son retour à Mohéli pour la journée de la tortue marine célébrée le 28 mai.

Riwad

La Gazette des Comores

PREMIÈRE RÉUNION ANNUELLE DU PROJET TWENEX À MAURICE :

Vers l'émergence d'une filière déchets-énergie

La Commission de l'océan Indien (COI) et le Mauritius Research & Innovation Council (MRIC) ont organisé du 11 au 14 avril 2023 à Maurice, la première réunion annuelle du projet Twenex. Le projet vise à accompagner le développement d'une filière déchets-énergies en Indianocéanie.

La première réunion annuelle du projet Twenex a eu lieu du 11 au 14 avril dernier à Maurice. Organisée par la commission de l'océan indien (COI) et Mauritius Research & Innovation Council, ce projet répond à un double enjeu à savoir la gestion des déchets et l'accès à l'énergie en milieu insulaire. Il intervient à la croisée de la science, de l'innovation technologique, de l'échange d'informations et de l'entrepreneuriat. Il vise à accompagner le développement d'une filière déchets-énergies en Indianocéanie. Cette réunion a permis de s'approprier et de consolider le plan de travail de Twenex, de mobiliser les multiplicateurs locaux et de partager les attentes et aspirations de chaque Etat membre. Il est mis en œuvre conjointement par la COI et le MRIC dans le cadre du programme Intra-ACP de Recherche & Innovation de l'OEACP sur financement de l'Union européenne.

En effet, les problématiques de gestion des déchets et d'accès à l'énergie se posent de manières différentes dans les territoires de l'Indianocéanie. Pour autant, des actions en commun sont envisageables en mobilisant la recherche et l'innovation. Selon le secrétaire général de la COI Pr. Vêlayoudom Marimoutou, le projet TWENex favorise un cadre propice à l'émergence d'une filière déchets-énergies adaptée et locale pour les Etats membres de la COI. « Avec ce projet, nous allons appliquer un principe d'économie circulaire en créant un écosystème industriel, plus ou moins large et innovant, dans lequel le déchet est une matière première à transformer en énergie. La réponse offerte par le projet consiste à stimuler les systèmes d'innovation nationaux et à renforcer la capacité de recherche et d'innovation en soutenant la communauté des chercheurs et l'écosystème entrepreneurial », souligne-t-il.



De son côté, le directeur du MRIC Teeshan Bahorun explique que le projet va fournir une formation et un soutien de développement des compétences de recherche et l'élaboration de politiques dans le cadre de l'économie circulaire. « Il contribuera ainsi à renforcer la capacité de recherche et d'innovation dans le secteur des énergies renouvelables. A travers la mise en œuvre de projets de démonstration et de laboratoires vivants, on vise un transfert de connaissances dans les domaines des technologies des énergies renouvelable », confie-t-il.

Notons que cette réunion a permis de créer une dynamique de collaboration entre les différentes parties prenantes, d'adopter une approche adaptée et personnalisée pour chaque Etat bénéficiaire et de prendre des décisions stratégiques pour l'avenir du projet. C'était l'occasion d'échanger avec les multiplicateurs locaux dont les projets seront des vitrines du potentiel de transition de la filière des déchets en une chaine de valeur déchets-énergies.

Il faut savoir que la transformation des déchets en énergie peut présenter plusieurs avantages, notamment la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la diminution de la dépendance aux combustibles fossiles, la gestion plus durable des déchets et la production d'une source d'énergie renouvelable

Andjouza Abouheir

COI : Favoriser l'émergence d'une filière déchets-énergies dans le Sud-Ouest de l'océan Indien

La Commission de l'océan Indien (COI) et le Mauritius Research & Innovation Council (MRIC) ont organisé du 11 au 14 avril, la première réunion annuelle du projet TWENex. Ce projet répond à un double enjeu : la gestion des déchets et l'accès à l'énergie en milieu insulaire.



Première réunion annuelle du projet TWENex

Pour ce faire, TWENex intervient à la croisée de la science, de l'innovation technologique, de l'échange d'informations et de l'entrepreneuriat. L'objectif est accompagner le développement d'une filière déchets-énergies en Indianocéanie. La réunion annuelle a permis de s'approprier et de consolider le plan de travail de TWENex, de mobiliser les multiplicateurs locaux et de partager les attentes et aspirations de chaque Etat membre.

Ce projet est mis en œuvre conjointement par la COI et le MRIC dans le cadre du programme Intra-ACP de Recherche & Innovation de l'OEACP sur financement de l'Union européenne. Les problématiques de gestion des déchets et d'accès à l'énergie se posent de manières différentes dans les territoires de l'Indianocéanie. Pour autant, des actions en commun sont envisageables en mobilisant la recherche et l'innovation.

C'est l'objet du projet TWENex qui favorise un cadre propice à l'émergence d'une filière déchets-énergies adaptée et locale pour les Etats membres de la COI. « Avec ce projet, nous allons appliquer un principe d'économie circulaire en créant un écosystème industriel, plus ou moins large et innovant, dans lequel le déchet est une matière première à transformer en énergie.

La réponse offerte par le projet TWENex consiste à stimuler les systèmes d'innovation nationaux et à renforcer la capacité de recherche et d'innovation en soutenant la communauté des chercheurs et l'écosystème

entrepreneurial », souligne Pr. Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la COI.
Pr. Teeshan Bahorun, directeur du MRIC, complète : « Le projet fournira une formation et un soutien de développement des compétences de recherche et l'élaboration de politiques dans le cadre de l'économie circulaire. Il contribuera ainsi à renforcer la capacité de recherche et d'innovation dans le secteur des énergies renouvelables. A travers la mise en œuvre de projets de démonstration et de laboratoires vivants, on vise un transfert de connaissances dans les domaines des technologies des énergies renouvelables. »
La première réunion annuelle de TWENex a permis de créer une dynamique de collaboration entre les différentes parties prenantes, d'adopter une approche adaptée et personnalisée pour chaque Etat bénéficiaire et de prendre des décisions stratégiques pour l'avenir du projet. Surtout, elle a été l'occasion d'échanger avec les multiplicateurs locaux dont les projets seront des vitrines du potentiel de transition de la filière des déchets en une chaine de valeur déchets-énergies.
La transformation des déchets en énergie peut présenter plusieurs avantages, notamment la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la diminution de la dépendance aux combustibles fossiles, la gestion plus durable des déchets et la production d'une source d'énergie renouvelable. A cet égard, les Etats membres de la COI disposent d'un potentiel significatif de valorisation énergétique de la fraction organique des déchets ménagers, agricoles et industriels.

Plus d'information lire aussi :

- https://www.temoignages.re/IMG/pdf/temoignages_18_04_2023.pdf
- Favoriser l'émergence d'une filière déchets-énergies dans le Sud-Ouest de l'Océan Indien -Seychelles Nation

Economie bleue : la stratégie nationale en phase de validation

Après des consultations menées auprès des acteurs régionaux et nationaux, en particulier ceux de la pêche et de l'aquaculture, une réunion de validation de la Stratégie nationale de l'Economie bleue (SNEB), se tient actuellement au Novotel Alarobia. Le «Plan national d'investissement en faveur de l'Economie bleue», devrait être validé d'ici la fin du mois de mai.

Actuellement, l'économie bleue contribue à hauteur de 5 à 7% du PIB de Madagascar. L'objectif est d'augmenter ce taux. «Compte tenu des ressources halieutiques, marines et d'eau douce dont dispose le pays, il est important pour nous d'avoir une stratégie coordonnée avec celles de l'Union africaine et de la Commission de l'océan Indien (COI)», a évoqué Paubert Mahatante, ministre de la Pêche et de l'Economie bleue (MPEB) à l'ouverture de cet atelier, hier.
L'ensemble de ces politiques sectorielles constitue ainsi un des outils juridiques cadrant la promotion du secteur, pour démarrer toutes les activités et le développement de l'Economie Bleue à Madagascar. Depuis l'année 2018, le «Cluster Economie bleue et Gouvernance de l'océan» regroupant les ministères de la Pêche et de l'Economie Bleue, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, les organismes rattachés, des chercheurs et les acteurs du secteur privé, des ONG et sociétés civiles, s'est penché sur cette politique de développement.
Pour finaliser cette stratégie nationale, la Banque africaine de développement (Bad) fournit les appuis technique et financier à travers le projet d'Appui au renforcement des capacités d'analyse des facteurs de vulnérabilité structurelle et la promotion de l'économie bleue (ARCEB).

SECTEUR AGRICOLE – À l'heure de la redynamisation



SECTEUR AGRICOLE – À l'heure de la redynamisation© L' Express de Madagascar بواسطة قدمت

Secoué par différents chocs (Covid-19, inflation mondiale, changement climatique…), le secteur agricole malgache veut remonter la pente. Il s'agit, selon les responsables, de renforcer les initiatives visant à redynamiser le secteur et à soutenir les producteurs.

Accélération du programme de distribution de titres verts, d'engrais et de semences agricoles, appui aux jeunes agri-preneurs ou encore renforcement de la lutte antiacridienne. Plusieurs projets sont en cours pour booster l'écosystème agricole du pays. Selon le ministère de l'Agriculture et de l'élevage (Minae), il s'agit de promouvoir un secteur économique qui pèse plus de 29% du Produit intérieur brut du pays, mais aussi pour atteindre l'objectif d'autosuffisance alimentaire.

Agro-écologie

Une filière qui monte

La redynamisation du secteur agricole passe aussi par la promotion d'innovations agroécologiques. Aussi, depuis quelques années, les communautés et organisations paysannes, dans les régions de l'ile, bénéficient-elles d'accompagnement pour se familiariser aux différentes techniques comme l'agroforesterie et les bandes enherbées, l'intégration agriculture-élevage et le système de riziculture intensive ou améliorée. Les accompagnateurs se basent sur des recommandations méthodologiques élaborées avec le Minae quant aux modalités d'appui aux familles paysannes et de leurs organisations. À savoir également que les 11 et 12 avril, un atelier sur le thème de l'agroécologie s'est tenu à Antananarivo, à l'initiative du Programme régional d'appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour les pays de la Commission de l'océan Indien (Sanoi). L'atelier a réuni une quarantaine de participants impliqués dans l'agriculture durable. Deux

thématiques ont été retenues à cette occasion. La première concerne les facteurs favorables et limitants au développement de l'agroécologie dans les exploitations agricoles familiales des Hautes-Terres à Madagascar. Les participants se sont penchés notamment sur la diffusion et l'absorption de technologies innovantes, les facteurs de blocage ou d'acceptation, les échanges d'informations et retours d'expériences sur les solutions techniques et les approches mises en œuvre pour leur promotion et adoption paysanne. La deuxième thématique a tourné autour des pratiques agroécologiques en faveur de l'amélioration et de la restauration de la fertilité des sols. Ainsi, les participants ont effectué des échanges d'expériences sur les pratiques agroécologiques économes en intrants chimiques pour gérer la fertilité des sols (produits résiduaires organiques, composts, déchets verts, plantes de services…) en cultures vivrières à Madagascar. Selon les organisateurs, l'atelier a permis de partager les connaissances et bonnes pratiques sur les concepts agroécologiques afin de contribuer au développement d'une vision commune et d'outils concertés pour guider les actions de promotion de l'agroécologie. « Il est important de créer un espace d'échange d'expériences entre les acteurs et promouvoir le partage des différentes approches agroécologiques et de ses défis dans la région océan Indien », souligne-t-on. Précisons que le Programme régional d'appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans l'océan Indien (Sanoi) est géré par la Délégation de l'Union Européenne à l'île Maurice et aux Seychelles. Il est mis en œuvre aux Comores, à l'île Maurice, aux Seychelles et à Madagascar et a pour objectif de réduire la malnutrition et l'insécurité alimentaire. À Madagascar, le programme intervient dans quatre régions des Hauts-Plateaux, Analamanga, Vakinankaratra, Itasy et Bongolava.

Suite de l'article

COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE – La France et Madagascar se donnent la main

20 avril 2023 Commenter L'Express de Madagascar 462 Vues 2 minute(s) pour lire



Herimanana Razafimahefa et ses hôtes du Département des Yvelines.

Une délégation du Département des Yvelines (France) a été reçue par le président du Sénat Herimanana Razafimahefa. Des axes des coopération ont été évoqués durant cette rencontre.

Dans la continuité de sa récente visite en France, le président du Sénat, Herimanana Razafimahefa a reçu hier à son bureau, une délégation du Département des Yvelines (France), composée du Directeur des relations internationales Mathieu Guerin et du maire de Houdan, Jean-Marie Tetart. L'objet de cette visite est de tracer les pistes de coopération à moyen et long terme entre le Département des Yvelines et le Sénat de Madagascar dans l'objectif de soutenir les collectivités territoriales décentralisées à Madagascar. Le Département des Yvelines travaillera ainsi en coopération avec le Sénat de Madagascar dans plusieurs domaines dont notamment la formation des élus et des cadres, le renforcement de capacités des maires et élus pour la mobilisation de ressources. Pour rappel, le 5 avril dernier, la délégation du Sénat de Madagascar conduite par Herimanana Razafimahefa, avait rencontré à Paris, le président du Département des Yvelines, Pierre Bédier. Les deux parties avaient alors échangé sur des axes prioritaires de coopération entre ce Département et le Sénat de Madagascar. Elles ont ainsi décidé de mettre en place à Madagascar un Institut de formation qui s'adresse à différents groupes de personnes comme les élus, les enseignants, les jeunes cadres, etc., et de se mobiliser pour la reforestation à Madagascar avec comme objectif la plantation d'un million d'arbres. La mise en contact des acteurs des Collectivités territoriales décentralisées (CTD) de la France et de Madagascar dans le cadre du renforcement de la coopération décentralisée, ainsi que la mobilisation de la diaspora malagasy dans les Yvelines et autres Départements français pour soutenir les CTD malagasy ont été au cœur de cette rencontre d'hier. Herimanana Razafimahefa a réitéré sa volonté et la disponibilité du Sénat de Madagascar à travailler de près avec le Département des Yvelines, ainsi que d'autres Départements et Régions de la France. Plusieurs projets seront mis en place dans ce cadre.

Projet « Paysages durables » : Une nette amélioration de la résilience des paysans face au changement climatique

La mise en œuvre du projet « Paysages durables dans l'Est de Madagascar » par Conservation International et le BNCC REDD+, sous tutelle du ministère de l'Environnement et du Développement Durable, a eu des retombées économiques positives pour sa population cible.

En effet, une nette amélioration de la résilience des paysans face au changement climatique a été observée. Ce sont notamment des paysans résidant aux alentours des Corridors Ankeniheny Zahamena et Ambositra Vondrozo, les zones d'intervention du projet. La plupart des résultats obtenus ont dépassé les objectifs fixés. C'est ce qu'on a appris lors de la réunion du Comité de pilotage de ce projet financé par le Fonds Vert pour le Climat, tout récemment à l'hôtel Colbert. A titre d'illustration, « *plus de 12 millions de tonnes de carbone ont été séquestrés si l'objectif fixé étant de 5 millions de tonnes, et ce, grâce à notre forte collaboration avec les communautés de base et les différents partenaires locaux* », a déclaré le Dr Zo Lalaina Rakotobe, Chief of Party du projet « Paysages durables dans l'Est de Madagascar », à cette occasion.

174 micro-projets

En outre, « plus de 14 000 ménages ont été dotés de subventions en nature et 17 000 autres ménages ont été formés sur les techniques d'agriculture durable, soit des taux de réalisation respectifs de 124% et de 153% par rapport aux objectifs à atteindre. Nous les encourageons à développer l'agriculture de conservation pour une production durable. Les résultats ont été plus que convaincants. En effet, outre l'augmentation significative de leurs productions agricoles, certains paysans ont même pu faire une extension de leurs activités en investissant dans d'autres sujets de spéculation. La promotion des cultures de rente comme la vanille, le café et le clou de girofle, n'est pas en reste en vue d'améliorer les sources de revenu des paysans », a-t-elle ajouté. L'an dernier, 174 micro-projets ont été mis en œuvre afin que les paysans cibles puissent s'adapter aux impacts du changement climatique. Le projet « Paysages durables » a ainsi pu renforcer les capacités des 526 paysans formateurs, qui à leur tour, vulgarisent auprès de leurs pairs les techniques d'agriculture durable y inclus l'agroforesterie, via la mise en place de chacun d'un site vitrine.

Suite de l'article

Pêche illégale de concombres de mer : les forces de défense seychelloises interceptent un bateau malgache

By: **Sedrick Nicette édité par: Betymie Bonnelame, traduit par Rudie Bastienne**



Le navire de pêche suspecté de battre pavillon malgache. (Seychelles Defence Forces)

(Seychelles News Agency) - Les Forces de Défense des Seychelles (SDF) ont intercepté un navire de pêche battant pavillon malgache soupçonné de **pêche illégale** dans les eaux de la nation insulaire.
Selon un communiqué de presse des SDF publié vendredi, l'opération a été menée dans le cadre d'un effort conjoint impliquant les gardes-côtes, l'armée de l'air et les forces spéciales des Seychelles.
La SDF a déclaré que le 16 avril vers 16h34, "un navire de pêche local a signalé la présence de quatre navires inconnus soupçonnés d'être originaires de Madagascar dans les environs de l'île de Providence. Un avion a été chargé de confirmer la présence des navires".
Le patrouilleur Zoroaster a été détourné vers la zone de Farquhar.
Selon le commandant de l'unité des forces spéciales, le lieutenant-colonel Archil Mondon, après avoir été informé de la situation, "un bateau a été envoyé pour arrêter les pêcheurs, mais comme il a mis beaucoup de temps à arriver, il ne restait plus qu'un bateau dans la zone lorsque le bateau de la garde côtière des Seychelles est arrivé".

Le navire intercepté, avec 18 membres d'équipage, a été arraisonné, inspecté et escorté jusqu'à l'île de Farquhar, puis jusqu'à Mahé. Les informations recueillies indiquent que tous les bateaux observés étaient originaires de Madagascar et pratiquaient la **pêche illégale** de concombres de mer.
La SDF a déclaré que les autorités malgaches ont été informées et qu'une action en justice devrait être engagée à leur encontre.
"Dans un cas similaire, au moins trois autres bateaux de pêche suspectés d'être originaires des Comores ont également été observés autour des atolls de Cosmoledo et d'Aldabra la semaine dernière. Les détails concernant ces bateaux, y compris les numéros d'immatriculation relevés, ont été transmis aux autorités comoriennes pour qu'elles prennent les mesures qui s'imposent", a déclaré la SDF.

Suite de l'article

Surpêche : le thon jaune diminue drastiquement dans nos eaux

PAR RUTH RAJAYSUR



Il y a une surpêche des stocks de poissons thon albacore (thon jaune) dans l'océan Indien. Constat de l'Indian Ocean Tuna Commission. Cette commission se réunira du 8 au 12 mai à Maurice pour trouver des solutions afin d'améliorer la gestion de la pêche au thon dans la région.

Plusieurs experts estiment que le thon jaune diminue de manière drastique dans la région.

Lors de la dernière réunion de l'Indian Ocean Tuna Commission au Kenya, une décision avait été prise pour restreindre de manière drastique l'utilisation de «Fishing Aggregating Devices» lors de toute campagne de pêche dans l'océan Indien.

Cette mesure devra être appliquée à partir de janvier prochain.

Toutefois, plusieurs membres, notamment l'Union européenne, les Comores, Oman, le Kenya, les Seychelles et les Philippines, ont exprimé leur opposition à cette décision.

Cette surpêche du thon dans nos eaux territoriales préoccupe également les pêcheurs locaux, d'autant plus que le gouvernement encourage la pêche semi-industrielle.

Judex Rampaul, président du syndicat des pêcheurs, s'interroge sur les accords conclus entre les autorités mauriciennes et les pays qui ont obtenu le feu vert pour pêcher dans nos eaux.

Mangrove honey to be harvested at Seychelles' Port Launay wetlands

| By: **Sedrick Nicette Edited By: Betymie Bonnelame**



This is a new concept and was brought to the island nation by the sustainability coordinator at Constance Ephelia Resort, Hilary Albert. (Constance Ephelia Resort)

Seychelles will soon have its first harvest of **mangrove honey**, which is being produced by bees in the mangrove forest surrounding the **Constance Ephelia Resort** in Port Launay on the west of the main island of Mahe.

Mangrove honey is a unique and delicious type of honey produced in tropical climates. It is made from the nectar of mangrove trees found near the coastlines of South America, Africa, Asia, Australia and now in Seychelles.

In Seychelles, this is a new concept and was brought to the island nation by the sustainability coordinator at **Constance Ephelia Resort**, Hilary Albert, as part of her project in a training programme held by the hotel.

"It was through a development programme that, after some research, I learned about **mangrove honey**, and since at this hotel we have a large wetland area, which contains all seven types of mangrove, I felt it would be a good idea to try it out here," Albert told SNA.

As part of her job, Albert regularly takes visitors on tour around the hotel, including in the mangrove area.

"I noticed that after one year on, I was still only showing clients the mangrove and with **mangrove honey**, I will now have something more to talk to them about," she added.

This sort of honey is produced by mangrove trees that thrive in saltwater conditions, and the flavour of their honey is well-known. The coastal environment gives **mangrove honey** a slightly salty flavour. It is also a strong-flavoured, viscous, light-brown honey that has been compared to butterscotch or licorice.

"Aside from producing honey, the bees are also very effective pollinators and so they will also help this wetland to become more dense as well," said Albert. **Suite de l'article**

Une bonne dynamique économique en 2022 avant un net ralentissement cette année

CONJONCTURE. L'Iedom (Institut d'émission des départements d'outre-mer) a présenté sa synthèse annuelle de l'économie réunionnaise en 2022 et les perspectives pour cette année. Si, l'année dernière, l'économie a été dynamique, 2023 s'annonce plus délicate, notamment en raison des effets de l'inflation.



"2022 a été une année assez bonne, avec une bonne dynamique. Une année de bonne continuité économique. Par contre, 2023 montre un certain nombre de points de ralentissement. La consommation ralentit assez nettement", explique, en introduction, Philippe La Cognata, directeur régional de l'Iedom à La Réunion. En 2022, l'activité économique à La Réunion s'inscrit dans le prolongement de la reprise robuste de 2021. Le climat des affaires s'améliore par rapport à l'année précédente (l'indicateur du climat des affaires atteint 114 points en moyenne contre 111 points en 2021), et l'emploi salarié progresse encore, quoiqu'à un rythme plus faible (les créations nettes d'emploi s'élèvent à +6 400 en 2022 après +15 300).

"Nous avons deux indicateurs pour mesurer une bonne année.

L'indice du climat des affaires et la création d'emplois", rappelle Nicolas Gobalraja, responsable du service études et établissements de crédit au sein de l'Iedom. Dans ce contexte, les secteurs économiques connaissent des trajectoires plus singulières qu'en 2021. Alors que le secteur du tourisme profite de la fin des mesures de freinage de la circulation du Covid pour retrouver un niveau de fréquentation proche de son niveau pré-crise, le secteur agricole souffre, quant à lui, du doublement du prix des engrais et de conditions climatiques extrêmes. **Suite de l'article**

Secteur d'exportation : le faible niveau d'investissement interpelle

PAR LEENA GOORAYA-POLIGADOO



La MEXA a tenu sa 17e Assemblée générale à l'hôtel Le Labourdonnais, Port-Louis jeudi.

Les dirigeants des entreprises orientées vers l'exportation se sont réunis, le jeudi 13 avril 2023, à l'occasion de la 17e Assemblée générale de la Mauritius Export Association à l'hôtel Le Labourdonnais, Port-Louis. Dominique de Froberville, Chief Executive Officer de la Mauritius Freeport Development, a été élu à la présidence.La Mauritius Export Association (MEXA) a dépassé ses objectifs d'exportation pour les années 2021 et 2022. C'est ce qu'a déclaré le président sortant, Arif Currimjee. « L'année dernière, nos exportations avaient pour la première fois enregistré une performance historique. Nos revenus d'exportation ont dépassé la barre des Rs 50 milliards, ce qui représente une augmentation de 17 % par rapport à 2021 », a-t-il souligné. Ce dernier a fait comprendre que « les secteurs traditionnels ont adopté plus de complexité dans leurs produits ainsi que des améliorations technologiques. Mais l'un des facteurs importants menant au rebond de la valeur ajoutée de notre secteur exportateur est la diversification de nos produits et de nos marchés ». Cependant, Arif Currimjee a avancé que le faible niveau d'investissement industriel dans le secteur reste très préoccupant. « L'investissement dans le secteur manufacturier d'exportation, qu'il soit local ou étranger, n'est nulle part où il était il y a 14 ans », a-t-il souligné. **Suite de l'article**

Les Seychelles obtiennent un troisième câble sous-marin pour des prix Internet plus compétitifs

By: **Salifa Karapetyan édité par Betymie Bonnelame et traduit par Rudie Bastienne**



Intelvision a fait atterrir jeudi le troisième système de câble sous-marin dans le pays. (Seychelles Nation)

(Seychelles News Agency) - L'une des sociétés de télécommunications des Seychelles, **Intelvision**, a mis en place jeudi le troisième système de câble sous-marin dans le pays, une entreprise qui permettra à la société de fournir à ses clients des prix Internet plus compétitifs.

En collaboration avec Vodafone pour l'atterrissage du système de câble 2Africa, **Intelvision** est la première société de télécommunications privée à s'aventurer dans l'installation et l'exploitation de son propre système de câble sous-marin.

Après l'atterrissage du câble vers 9h15 jeudi, le directeur général par intérim d'**Intelvision**, Reza Jaro, a déclaré que cette initiative représente une étape majeure dans les efforts de l'entreprise pour fournir des solutions de connectivité de classe mondiale aux clients des Seychelles.

"Avec ce nouveau câble, nous pourrons fixer notre barre de prix. Présentement, nous devons acheter du câble sous-marin actuel, et en tant que tel, nous ne pouvons pas contrôler le prix. Nous pensons que l'atterrissage de notre propre câble peut révolutionner la façon dont Internet est utilisé dans le pays aujourd'hui », a déclaré M. Jaro.

Il a souligné que la société comprend qu'il existe aujourd'hui une forte demande pour Internet dans le pays. Une fois les travaux terminés, le câble devrait être mis en service en septembre de cette année, date à laquelle la société dévoilera ses nouveaux packages. **Suite de l'article**